

PROFIL PAYS ASSAINISSEMENT

MONACO

Prise de décisions

- A. Assainissement
- B. Déchets solides
- C. Déchets dangereux
- D. Déchets radioactifs

Programmes et projets

- A. Assainissement :
- B. Déchets solides :
- C. Déchets dangereux
- D. Déchets radioactifs

Situation

- A. Assainissement
- B. Déchets solides
- C. Déchets dangereux
- D. Déchets radioactifs

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation

- A. Assainissement
- B. Déchets solides
- C. Déchets dangereux
- D. Déchets radioactifs

Information

- A. Assainissement
- B. Déchets solides
- C. Déchets dangereux
- D. Déchets radioactifs

Recherche et Technologies

- A. Assainissement
- B. Déchets solides
- C. Déchets dangereux
- D. Déchets radioactifs :

Financement

- A. Assainissement
- B. Déchets solides
- C. Déchets dangereux
- D. Déchets radioactifs

Coopération

- A. Assainissement
- B. Déchets solides
- C. Déchets dangereux
- D. Déchets radioactifs

Prise de décisions :

A. Assainissement : Les instances décisionnaires sont regroupées au sein du Département des Travaux Publics et Affaires Sociales :

- Le Direction du Contrôle des Concessions et des Télécommunications est chargée de veiller à la bonne exécution des services publics concédés à des entreprises privées : il s'agit de l'exploitation des ressources nationales en eau douce, de l'approvisionnement extérieur et de l'épuration des eaux usées.
- La responsabilité en matière de protection des ressources d'eau douce revient à la Direction de l'Environnement, de l'Urbanisme et de la Construction.

Le cadre juridique applicable à la gestion et à la mise en valeur des ressources en eau est le suivant :

- Ordonnances sur la protection des sources d'eau potable, 6 juillet 1892;
- Ordonnances contre la Pollution des eaux, 7 mars 1972;
- Loi du 19 avril 1974;
- Ordonnances du 20 avril 1979.

Le cadre juridique applicable en matière d'assainissement des eaux usées :

- Arrêté Ministériel n° 98-357 du 12 août 1998 réglementant l'installation et la maintenance de divers ouvrages d'assainissement.

Le Gouvernement met en œuvre une politique tarifaire en vue de couvrir le prix d'achat de l'entretien et du renouvellement des réseaux de distribution et des stations d'épuration et de pompage ainsi que les coûts d'épuration des eaux usées par une redevance incluse dans le prix de vente de l'eau potable. Les coûts de traitement de l'eau sont couverts à 100% par le biais des tarifs. Le secteur privé joue un rôle particulier dans l'approvisionnement en eau confié à une société de droit privé concessionnaire de l'approvisionnement et de la distribution des eaux. L'épuration des eaux est également concédée à une société privée. Les Normes de l'Union Européenne sont utilisées pour mesurer la qualité de l'eau (paramètres chimiques et biologiques), notamment la pollution de l'eau par des polluants organiques.

B. Déchets solides et C. Déchets dangereux :

Les responsabilités en Matière de déchets sont réparties d'une part sur la Direction du Contrôle des Concessions et des Télécommunications qui veille à la bonne exécution du cahier des charges accordé à la Société Monégasque d'Assainissement (société privée) qui gère la collecte et le traitement des déchets ménagers et industriels sur Monaco. Et d'autre part, la Direction de l'Environnement, de l'Urbanisme et de la Construction qui assure la Présidence de la Commission Technique pour la lutte contre la pollution et pour la sauvegarde de la sécurité, de l'hygiène, de la salubrité et de la tranquillité dont l'un des rôles est d'étudier, de proposer et de surveiller l'application des règles, méthodes ou mesures propres à permettre de lutter efficacement contre la pollution atmosphérique, terrestre ou maritime. Cette Direction joue un rôle majeur pour la détermination et l'orientation des choix en matière de gestion des déchets à Monaco. De même, elle réalise la promotion auprès des industriels et artisans monégasques des outils de gestion environnementale (ISO 14000, Eco-audit), et, en relation avec les activités de coopération internationale, participe aux travaux de la Commission Méditerranéenne de Développement durable et de la Convention de Barcelone dans le domaine de la production propre et de la minimisation des déchets. Au niveau des ONG, l'Association Ecopolis s'implique, notamment dans la gestion et l'élimination des piles électriques.

D. Déchets radioactifs : Néant.

Programmes et projets :

A. Assainissement : Néant.

B. Déchets solides :

Le traitement des déchets ménagers, des déchets inertes, des déchets commerciaux et des déchets industriels non dangereux fait l'objet de différents programmes :

- Une collecte sélective pour le papier et le verre par des containers séparés pour fin de recyclage en France.

- L'incinération des déchets ménagers et d'autres autorisée par la réglementation.
- L'évacuation pour traitement en France des déchets qui ne peuvent être incinérés.

La réalisation de ce programme est journalière et continue. La collecte s'opère également sur certaines communes françaises limitrophes de l'agglomération monégasque.

L'énergie produite par l'incinération des déchets est utilisée pour produire de l'électricité et pour chauffer et climatiser des logements et des locaux commerciaux ou des bureaux.

C. Déchets dangereux :

L'exploitant de la concession publique organise une collecte sélective des déchets toxiques et dangereux en quantités dispersées provenant des ménages et de certaines industries en Principauté. Ceux-ci sont envoyés en France pour traitement dans des filières spécialisées.

D. Déchets radioactifs : Néant.

Situation :

A. Assainissement : La totalité de la population est raccordée au service de distribution d'eau potable. Toute la population est également raccordée au réseau public de collecte des eaux usées. Celles-ci font l'objet d'un pré-traitement et d'un traitement biologique dans une usine spécialisée. Le pays dispose de la capacité nécessaire pour traiter les eaux usées : pré traitement 2 m³/seconde, traitement complet biologique 500 l/seconde. Les eaux usées urbaines sont traitées à 100%. Les eaux destinées à la consommation sont également traitées à 100% avant usage. Les sources d'eau potable situées en Principauté et raccordées au service de distribution représentent à peu près 25% de la consommation nationale. 75 % fait l'objet de contrats d'approvisionnement en provenance, soit de France, soit d'Italie. Les sources situées en Principauté font l'objet d'un périmètre de protection particulier établi depuis 1910. Chaque nouvelle source découverte, par exemple à l'occasion de travaux souterrains, fait l'objet d'une étude de raccordement au réseau du service public. Il n'y a pas de problème particulier d'approvisionnement en eau, la région alpine est riche en ressources tant superficielles que karstiques.

B. Déchets solides : La population entière est desservie par un système de collecte quotidien des ordures, réalisé pour l'essentiel par des camions de collecte, dotés de dispositif de chargement des containers. Certains quartiers nouveaux de la Principauté sont toutefois desservis par un système automatique de collecte pneumatique qui, depuis les usagers, conduit directement les déchets à l'usine d'incinération. La part ainsi traitée représente 1.500 tonnes, soit environ 2% du total. L'usine d'incinération assure également le traitement des boues provenant directement par canalisation de la station d'épuration des eaux usées et qui sont directement injectées dans les fours à haute température. Environ 4.300 tonnes sont ainsi traitées annuellement alors que c'est environ 6.5 10⁶ m³ d'eaux usées qui sont annuellement épurées. Cette usine est munie d'un système de lavage des fumées.

L'incinération des déchets ménagers (ainsi que celle des boues de la station d'épuration) permet une importante récupération d'énergie qui assure la production d'électricité correspondant à tout l'éclairage des voies publiques ainsi que d'une énergie calorifique assurant chauffage et climatisation de tout le nouveau quartier Ouest. Le montant total des déchets solides traités par les installations d'incinération des déchets était d'environ de 74.000 tonnes en 1999. Cela inclut le traitement des ordures des communes françaises et italiennes voisines.

C. Déchets dangereux : . Il existe un système spécialisé de collecte des petits déchets toxiques ménagers. La Principauté a terminé en 1995 un programme complet d'élimination des transformateurs électriques au PCB.

Le volume des déchets considérés comme dangereux collecté par les services publics et exporté pour traitement par Monaco était d'environ 17 tonnes métriques en 1999.

D. Déchets radioactifs : Il n'existe pas de déchets de ce genre produits en Principauté autres que ceux afférents aux laboratoires de recherche de l'Agence Internationale de l'énergie Atomique (AIEA) ou provenant d'activités médicales. Ces déchets sont traités dans les pays voisins.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation :

A. Assainissement : En matière de sensibilisation, les scolaires et le publics sont invités à chaque célébration de la journée internationale de l'eau à visiter les sources d'eau de Monaco où ils sont sensibilisés à des comportements responsables.

B. Déchets solides : Néant.

C. Déchets dangereux : Néant.

D. Déchets radioactifs : Néant.

Information :

A. Assainissement : Pour les particuliers des informations sont régulièrement collectées sur la gestion et la mise en valeur de l'eau par la société concessionnaire de la distribution. Ces informations sont diffusées par la Direction de l'Expansion Economique.

B. Déchets solides : Néant.

C. Déchets dangereux : Néant.

D. Déchets radioactifs : Néant.

Recherche et Technologies :

A. Assainissement :

Une étude est en cours pour évaluer le potentiel en ressources souterraines et leur utilisation pour l'arrosage des espaces verts, les nettoyages urbains ou les industries. Une étude de réutilisation des eaux usées après traitement tertiaire a été effectuée, son coût prohibitif par rapport aux potentiels d'eau douce a amené son abandon pour l'instant. Le système d'épuration des eaux usées est opérationnel depuis 1987. Il a représenté un investissement de 150 M FF.

B. Déchets solides : Néant.

C. Déchets dangereux : Néant.

D. Déchets radioactifs : Néant.

Financement :

A. Assainissement : Comme indiqué plus haut les financements en matière de gestion des ressources en eau, de distribution de l'eau potable et d'épuration des eaux usées proviennent du budget de l'Etat et des redevances de traitement et d'épuration.

B. Déchets solides : les activités de collecte et de traitement sont entièrement financés par l'Etat..

C. Déchets dangereux : tous les déchets dangereux issus des processus industriels, ou des activités de recherches sont pris en charge par les industriels eux-mêmes.

D. Déchets radioactifs : Néant.

Coopération

A. Assainissement : Au chapitre de la coopération régionale et internationale, la Principauté assure aussi l'épuration des eaux usées des communes françaises présentes en amont sur le bassin versant, soit environ 60,000 habitants au total.

Elle est liée par des Conventions, tant avec la France qu'avec l'Italie, pour l'approvisionnement en eau, ses besoins ne pouvant qu'être partiellement satisfaits par ses ressources intérieures, e.g. accord franco-italo-monégasque sur l'utilisation des eaux de la Roya; accord franco-monégasque sur l'approvisionnement en eau à partir du cours de la Vésubie.

La Principauté a cofinancé avec la Banque mondiale une étude pilotée par l'Institut Méditerranéen de l'eau sur le coût réel et les économies en eau dans les zones urbaines du Bassin Méditerranéen. Elle a également organisé une réunion sur les problèmes de l'eau potable dans les villes d'Europe Centrale, piloté par l'office International de l'eau. En matière de coopération bilatérale, Monaco développe un échange d'expérience avec les autorités croates à l'occasion de la réalisation d'un système de collecte et de traitement des eaux usées pour l'agglomération de Split.

B. Déchets solides : Néant.

C. Déchets dangereux : Monaco est Partie à la Convention de Bâle, signée et ratifiée en 1992. Monaco est également Partie au Protocole à la Convention de Barcelone relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination.

D. Déchets radioactifs : La Principauté abrite le laboratoire d'environnement marin de l'Agence Internationale de l'énergie atomique (AIEA) et participe activement aux travaux de cette organisation.

* * *